

**Lutte contre le terrorisme - Syrie -
Chute de Raqqa - Déclaration de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères
(Paris, 20 octobre 2017)**

La libération de Raqqa porte un coup décisif à Daech qui en avait fait l'épicentre d'où étaient projetés de nombreux attentats. Mes premières pensées vont aux victimes de cette barbarie et à leurs familles au Bataclan, dans les rues de Paris, de Nice, et d'ailleurs. C'est pour cela que dès le début de son engagement militaire contre Daech le 19 septembre 2014 - la France a plaidé, pour que Raqqa soit inscrite au nombre des priorités de la coalition, au même titre que les autres centres névralgiques, libérés depuis lors, qu'il s'agisse de Mossoul, de Tal Afar ou de Manbij. L'engagement déterminé de la France dans le combat contre Daech, engagement mené au titre de la légitime défense, connaît ainsi aujourd'hui un nouveau succès majeur.

Je pense également à tous ceux qui, en Syrie comme en Irak, ont fait le sacrifice de leur vie pour défendre leur liberté et aussi aux populations civiles qui ont enduré les nombreuses exactions de Daech et la violence des combats. La libération de Raqqa, «capitale» autoproclamée de l'organisation terroriste met fin à son pseudo-État d'où elle projetait son idéologie totalitaire qui a fait de la barbarie un mode d'action, de la destruction des minorités, de la culture et de toute pensée libre le but de son action.

Je salue le courage de l'ensemble des forces qui ont combattu dans le cadre de la coalition internationale contre Daech. Je salue tout particulièrement les milliers de soldats français qui dans le cadre de l'opération Chammal ont oeuvré, avec courage et détermination, depuis trois ans, sur terre, sur mer et dans les airs, pour que Daech soit défait en Irak et en Syrie.

Les défis de l'après-Raqqa sont considérables. La poursuite de la lutte contre le terrorisme tout d'abord, qui ne s'arrête pas avec la chute du «califat». La France reste activement engagée pour libérer les derniers territoires irakiens et syriens encore sous l'emprise de Daech, toujours dans le cadre de la coalition internationale et en lien avec ses partenaires. La lutte contre les groupes terroristes se poursuit avec la plus grande détermination partout où ils sévissent, y compris sur le territoire national.

Les défis de la stabilisation des territoires libérés ensuite. La France apporte sa contribution en matière d'aide humanitaire et de stabilisation afin de répondre aux besoins les plus immédiats des populations et de faciliter le retour durable et dans la sécurité, des civils déplacés. J'ai décidé de débloquer à cet effet des crédits supplémentaires à hauteur de 15 millions d'euros d'ici à la fin de l'année, pour des projets dans les secteurs de l'aide alimentaire, du déminage, de l'aide aux déplacés, de l'eau et de la santé. La France souhaite également que la gouvernance de ces territoires réponde au mieux aux besoins et aux aspirations des populations et facilite la réconciliation.

Enfin le plus grand défi, c'est l'émergence d'une solution politique qui réconcilie les Syriens et établisse l'unité de la Syrie. Il s'agit de la seule voie possible pour stabiliser durablement ce pays, parvenir à une paix durable et prévenir le retour du terrorisme. Je continuerai à travailler sur ces questions avec mes interlocuteurs des pays qui font partie de la solution en Syrie. À mesure que la victoire totale sur Daech approche, notre responsabilité, est de trouver la voie qui permettra la fin des combats et un mode de gouvernement acceptable pour toutes les composantes de la société syrienne./.